

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926.

**Proposition de loi concernant la fabrication, pendant la nuit, du pain,
de la pâtisserie et des produits similaires à base de farine.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le travail de nuit, dans la boulangerie et la pâtisserie, est une nuisance sociale.

Il détruit la santé des travailleurs employés à la fabrication du pain et des produits similaires et constitue un danger permanent pour les consommateurs qui s'alimentent des produits fabriqués dans des conditions anti-hygiéniques.

C'est depuis 1886 que les travailleurs intéressés luttent en Belgique contre le travail de nuit qu'ils considèrent, à juste titre, comme la cause première des maladies, et notamment de l'asthme et de la tuberculose qui font tant de victimes dans ces professions.

En France, en Angleterre, dans les pays scandinaves, dans toutes les nations où la conscience ouvrière s'est éveillée, les mêmes constatations ont été faites, la même action incessante a été menée en vue d'obtenir la suppression du travail de nuit.

Des hygiénistes, des littérateurs, des magistrats, des hommes d'État l'ont dénoncé comme nuisible, tant aux travailleurs occupés dans cette industrie qu'aux consommateurs.

Seuls, quelques patrons qui ne peuvent admettre que la vie des travailleurs vaille bien quelques perfectionnements ou certaines augmentations de matériel, se sont toujours opposés à l'intervention légale en vue de l'interdiction du travail de nuit.

Nous disons « quelques patrons », car, dans plusieurs grands pays, les organisations patronales comptent soit des majorités, soit des minorités qui se sont franchement prononcées pour l'abolition du travail de nuit et qui proclament même son inutilité technique.

Il y a une vingtaine d'années environ, quelques États du Nord interdirent le travail de nuit.

Le délégué gouvernemental de Suède, au Bureau International du Travail, signala même que, dans son pays, l'interdiction s'étend sur la période comprise entre huit heures du soir et six heures du matin.

Ce furent là les premiers résultats de l'action ouvrière.

Durant la guerre, d'autres États suivirent et, aujourd'hui, vingt pays environ possèdent une législation qui interdit le travail la nuit dans la boulangerie et la pâtisserie.

Dans notre pays aussi des initiatives parlementaires ont tendu au même but.

Le 13 mars 1912, MM. Camille Huysmans, Royer, Émile Vandervelde, Antoine Delporte, Louis Bertrand et Édouard Anseele déposèrent une proposition de loi. Nous en avons reproduit ci-après les développements qui contiennent, notamment, un ordre du jour des ouvriers boulangers socialistes et chrétiens donnant les raisons qui militent en faveur de l'interdiction légale. (Annexe I.)

La Conférence Internationale du Travail de juin 1925, examinant en deuxième lecture un projet de convention internationale qu'elle avait voté en 1924, arrêta, par 81 voix contre 26, le texte de convention internationale interdisant la *fabrication, pendant la nuit, du pain, de la pâtisserie et des produits similaires à base de farine.*

Nous avons, à titre de documentation, joint aussi le texte de cette convention au présent exposé. (Annexe II.)

L'examen de ce texte permettra de constater que nous n'avons fait, par notre proposition, qu'adapter cette convention aux conditions particulières de l'industrie et de la consommation dans notre pays.

Nous avons le ferme espoir que la Chambre voudra, en l'adoptant, accomplir l'œuvre de protection sociale que nous avons en vue.

LOUIS UYTROEVER.

ANNEXE I

Proposition de loi réglant le travail dans les boulangeries et pâtisseries.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le 13 février 1912, MM. A. Henderickx, A. Huyshauwer, P. Wauwermans, G. Helleputte et de Ghelinckx d'Elsegheem ont déposé une proposition de loi « concernant le travail de nuit et le repos dominical du personnel des boulangeries et pâtisseries ».

Cette proposition ne visait pas « les ouvriers qui travaillent seuls ou avec le concours de membres de leur famille demeurant chez eux ».

En fait, elle excluait donc du bénéfice de la loi la très grande majorité des ouvriers boulangers, et elle n'imposait de charges nouvelles qu'aux boulangeries les mieux conditionnées et les mieux aérées, où les salaires sont les plus élevés.

C'est la raison pour laquelle cette proposition a été déclarée insuffisante par les ouvriers boulangers chrétiens et socialistes de Bruxelles, à leur meeting tenu à l'*Ancienne Bourse*, le 3 mars 1912.

L'assemblée, unanime, a adopté ensuite deux ordres du jour quasi-identiques : l'un rédigé en langue française et présenté par le syndicat socialiste; l'autre, rédigé en langue néerlandaise et présenté par le syndicat chrétien. En voici le texte, dont l'original français nous a été remis par le président du Comité mixte :

« Considérant que la boulangerie, par les conditions dans lesquelles la profession est exercée, est une industrie éminemment malsaine; qu'elle détruit la santé de l'ouvrier et le prédispose à contracter des maladies mortelles, notamment l'asthme et la tuberculose;

» Considérant qu'il est du devoir des pouvoirs publics d'intervenir pour le réglementer et diminuer ainsi les risques qui menacent infailliblement les travailleurs;

» Considérant que le travail de nuit épuise l'ouvrier d'autant plus que ce travail se fait dans une température qui atteint souvent 37 à 40 degrés de chaleur et parfois d'avantage;

» Considérant qu'il est démontré et admis par les patrons que le travail de nuit ne répond à aucune nécessité et qu'il n'a été introduit que par les effets de la concurrence;

» Considérant que le travail de nuit peut, par conséquent, être supprimé sans nuire en aucune façon à l'industrie de la boulangerie;

» Considérant — en ce qui concerne le travail du dimanche — que l'industrie de la boulangerie ne peut être classée parmi celles dont les produits doivent être consommés immédiatement;

» Considérant que le travail du dimanche prive complètement l'ouvrier boulanger de la vie et des joies de la famille,

» Les ouvriers boulangers de Bruxelles et agglomération, ainsi que le nombreux public réuni au meeting public et contradictoire de l'*Ancienne Bourse*, Grand'Place, à Bruxelles, ce jourd'hui 3 mars 1912, émettent le vœu de voir les Chambres législatives adopter une proposition de loi concernant la suppression du travail de nuit et du dimanche dans les boulangeries et basée sur les principes suivants :

» 1° Le travail de nuit sera totalement supprimé dans les boulangeries et établissements similaires du pays;

» 2° Le travail des boulangers sera interrompu depuis 9 heures du soir jusqu'à 5 heures du matin;

» 3° Pour ce qui concerne le travail de la préparation, les personnes nécessaires à cette besogne pourront commencer le travail une heure plus tôt, soit à 4 heures du matin;

» 4° Le travail du dimanche sera interdit. Toutefois, il sera autorisé de continuer le travail les samedis et veilles des jours de fêtes jusqu'à minuit;

» 5° La journée de travail, à cause de la température élevée dans les ateliers, sera limitée à huit heures;

» 6° Le cube d'air à déterminer d'après les lois sur l'hygiène publique devra être strictement respecté;

» 7° Toutes les boulangeries et établissements similaires du pays seront soumis à l'inspection du Gouvernement, qui fera appel à la compétence des hommes du métier, membres des syndicats.

» Le Comité mixte des ouvriers boulangers de Bruxelles et agglomération, organisateur du meeting :

» *Pour le Secrétaire,*

» CLÉMENT DE COCK ».

» *Le Président-rapporteur,*

» TH. JONCKHEERS. »

Ce 3 mars 1912.

Après le vote de ce texte, qui ressemble étrangement à l'ordre du jour adopté par notre Congrès syndical de 1909, nous avons pris l'engagement de déposer

une proposition de loi conçue dans le sens des observations présentées par les orateurs socialistes et chrétiens et nous avons emprunté l'article 1^{er}, article fondamental, à la proposition de M. Godart, déposée au Parlement français.

Bien que l'enquête gouvernementale sur le travail dans les boulangeries ne soit pas encore terminée, nous osons affirmer, sur la foi de techniciens expérimentés, que l'application de cette loi ne sera pas de nature à créer de grandes difficultés. Dans certaines grandes boulangeries, il faudra certes perfectionner et augmenter l'outillage.

Dans les petites boulangeries, peut-être sera-t-il nécessaire de modifier l'ordonnance du travail. Mais les grandes et petites boulangeries socialistes ont déclaré, à leur Congrès du 3 mars 1912, qu'elles sont prêtes à appliquer une loi générale, et ce qu'elles font les entreprises similaires peuvent le faire également. Si elles ont protesté contre la proposition de loi Wauwermans, ce n'est pas qu'elles sont adversaires du principe de réglementation, mais parce qu'elles ne voulaient pas être dupes d'une manœuvre consistant à faire de la protection sociale à rebours.

CAM. HUYSMANS.

ANNEXE II

Convention Internationale interdisant la fabrication pendant la nuit, du pain, de la pâtisserie ou de produits similaires à base de farine.

Votée par 81 voix contre 26 par la Conférence Internationale du Travail, à Genève, le 8 juin 1925.

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des exceptions prévues dans les dispositions de la présente Convention, la fabrication, pendant la nuit, du pain, de la pâtisserie ou des produits similaires à base de farine, est interdite.

Cette interdiction s'applique au travail de toutes personnes, aussi bien patrons qu'ouvriers, participant à la fabrication visée; elle ne concerne toutefois pas la fabrication ménagère effectuée par les membres d'un même foyer pour leur consommation personnelle.

La présente convention ne vise pas la fabrication en gros des biscuits. Il appartient à chaque membre de déterminer, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, à quels produits devra s'appliquer le terme « biscuits » aux fins de la présente convention.

ART. 2.

Pour l'application de la présente convention, le terme « nuit » signifie une période d'au moins sept heures consécutives. Le commencement et la fin de cette période seront fixés par les autorités compétentes de chaque pays, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, et elle comprendra l'intervalle écoulé entre 11 heures du soir et 5 heures du matin. Lorsque le climat ou la saison le justifient, ou après accord entre les organisations patronales et ouvrière intéressées, l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 4 heures du matin pourra être substitué à l'intervalle écoulé entre 11 heures du soir et 5 heures du matin.

ART. 3.

Après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, des

règlements pourront être pris par les autorités compétentes de chaque pays pour déterminer les dérogations ci-après aux dispositions de l'article premier :

a) Les dérogations permanentes nécessitées par l'exécution des travaux préparatoires et complémentaires, dans la mesure où leur exécution est nécessaire en dehors de la période normale du travail, sous réserve que le nombre d'ouvriers occupés à ces travaux sera limité au strict nécessaire et que les jeunes gens de moins de 18 ans ne pourront y participer;

b) Les dérogations permanentes nécessaires pour répondre aux besoins résultant des conditions particulières de l'industrie de la boulangerie dans les pays tropicaux;

c) Les dérogations permanentes nécessaires pour assurer le repos hebdomadaire;

d) Les dérogations temporaires nécessaires pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroûts de travail extraordinaires ou à des nécessités d'ordre national.

ART. 4.

Il pourra être dérogé également aux dispositions de l'article premier en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

ART. 5.

Chaque membre qui ratifiera la présente convention prendra toutes mesures utiles pour assurer, par les moyens les plus appropriés, l'application générale effective de l'interdiction prévue à l'article premier, et y associera les employeurs et les travailleurs, ainsi que leurs organisations respectives, conformément à la recommandation adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa cinquième session (1923).

ART. 6.

Les dispositions de la présente convention n'entreront en vigueur que le 1^{er} janvier 1927.

ART. 7.

Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 8.

La présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par

le Secrétaire général. Elle ne liera que les membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 9.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation internationale du Travail.

Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres membres de l'Organisation.

ART. 10.

Tout membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ART. 11.

Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré.

La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 12.

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite convention.

ART. 13.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1925-1926.

Wetsvoorstel betreffende het vervaardigen, des nachts, van brood, banketgebak en andere gelijkaardige producten.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De nachtarbeid in het bakkers- en het pasteibakkersbedrijf is een maatschappelijke plaag.

Hij verwoest de gezondheid der arbeiders die gebezigd worden bij het vervaardigen van brood en soortgelijke voortbrengselen en is een bestendig gevaar voor de verbruikers die zich voeden met producten die bereid worden in voor de gezondheid schadelijke omstandigheden.

Sedert 1886 strijden de betrokken arbeiders, in België, tegen den nachtarbeid dien zij met recht aanzien als de eerste oorzaak der ziekten, zooals namelijk aamborstigheid en tering die onder de arbeiders dier bedrijven zooveel slachtoffers maken.

In Frankrijk, in Engeland, in de Scandinavische landen, bij al de volkeren waar de arbeiders bewust geworden zijn, werd hetzelfde vastgesteld en dezelfde onophoudelijke actie op touw gezet om de afschaffing van den nachtarbeid te bekomen.

Hygiënisten, letterkundigen, rechters, Staatslieden hebben de schadelijkheid van den nachtarbeid in het licht gesteld, zoowel bij de arbeiders van die nijverheid als bij de verbruikers.

Enkele werkgevers slechts, die niet kunnen aannemen dat het leven der arbeiders wel eenige verbeteringen of eenige vermeerderingen van materiaal waard is, hebben zich steeds verzet tegen het ingrijpen der wet om den nachtarbeid te verbieden.

Wij schrijven, « enkele werkgevers », want in verscheidene groote landen, tellen de werkgeversorganisatiën een meerderheid of een minderheid die zich openlijk uitgesproken hebben ten voordeele van de afschaffing van den nachtarbeid en die zelfs zijn technisch nut openlijk betwisten.

Ongeveer twintig jaar geleden, hebben enkele Staten van Noord-Europa den nachtarbeid verboden.

De Zweedsche Regeeringsafgevaardigde bij het Internationaal Bureel van den Arbeid deed zelfs opmerken dat het verbod in zijn land geldt voor het tijdsverloop dat begint te 8 uur 's avonds en eindigt te 6 uur 's morgens.

Dit waren de eerste uitslagen van de arbeidsactie.

Gedurende den oorlog volgden andere Staten; op den huidigen dag bezitten ongeveer twintig landen eene wetgeving die den nachtarbeid verbiedt in de bakkers- en pasteibakkersbedrijven.

In ons land ook werden in het Parlement pogingen in dezelfde richting aangewend.

Op 13 Maart 1912 dienden de heeren Camille Huysmans, Royer, Emile Vandervelde, Antoine Delporte, Louis Bertrand en Edouard Anseele een wetsvoorstel in. Wij hebben de toelichting van dat voorstel hierna overgenomen. Zij bevat namelijk eene dagorde der socialistische en christene arbeiders waarin de redenen ten gunste van het wettelijk verbod aangegeven worden (Bijlage I).

De Internationale Arbeidsconferentie van Juni 1925 onderzocht in tweede lezing een ontwerp van internationale overeenkomst die zij aangenomen had in 1924 en bepaalde met 81 tegen 26 stemmen den tekst van de internationale overeenkomst houdende verbod van de *vervaardiging, des nachts, van brood, gebak en andere gelijkaardige producten*.

Wij hebben ook den tekst van deze overeenkomst, tot staving, bij deze uiteenzetting gevoegd. (Bijlage II.)

Het onderzoek er van zal toelaten vast te stellen dat wij met ons voorstel enkel die overeenkomst aangepast hebben aan de bijzondere in de nijverheid en het verbruik, in ons land, heerschende toestanden.

Wij koesteren de hoop dat de Kamer, door het voorstel aan te nemen, het werk van maatschappelijke bescherming dat wij beoogen, zal verwezenlijken.

Louis UYTROEVER.

BIJLAGE I

Wetsvoorstel tot regeling van den arbeid in de brood- en pasteibakkerijen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Op 13 Februari 1912, hebben de heeren A. Verhaegen, A. Henderickx, A. Huyshauwer, P. Wauwermans, G. Helleputte en de Ghellinck d'Elseghem een wetsvoorstel ingediend « betreffende den nachtarbeid en de Zondagsrust van het personeel der brood- en pasteibakkerijen ».

In dit voorstel werden niet bedoeld de werklieden die alleen arbeiden of met de hulp van leden hunner familie, bij hen inwonende. Feitelijk beroofde het dus van de weldaad der wet de zeer groote meerderheid van de bakkersgasten en legde alle nieuwe lasten van uitrusting op aan de bakkerijen die 't best zijn ingericht, 't best voldoen aan de vereischten van luchtverversching en waar de loonen het hoogst zijn.

Daarom ook werd bedoeld voorstel onvoldoende bevonden door de christen en de socialistische bakkersgasten op de meeting, door hen in de *Oude Beurs* gehouden den 3^e Maart 1912. De vergadering heeft vervolgens eenparig twee bijna gelijklopende voorstellen van dagorde aangenomen, een in 't Fransch opgesteld en uitgaande van den Socialistischen Vakbond, het tweede in 't Nederlandsch opgesteld en uitgaande van den Christen Vakbond. Wij bezitten enkel den oorspronkelijken Franschen tekst daarvan; hij werd ons overgemaakt door den voorzitter van het gemengd comiteit en luidt aldus :

« Overwegende, dat het bakkersbedrijf, zooals het wordt uitgeoefend, eene hoogst ongezonde nijverheid is; dat zij de gezondheid van den werkmán vernietigt en dezen vatbaar maakt voor doodelijke ziekten, zooals : aamborstigheid en tering » ;

« Overwegende, dat het voor de Staatsmachten plicht is op te treden om ze te regelen en aldus de gevaren, die den werkmán onvermijdelijk bedreigen, te verminderen ;

» Overwegende, dat nachtarbeid den werkmán uitput, des te meer daar deze

arbeid wordt verricht in eene luchtgesteldheid van dikwijls 37 tot 40 warmtegraad en soms meer;

» Overwegende, dat het is bewezen en door de patroons aangenomen dat nachtarbeid niet beantwoordt aan eenige noodzakelijkheid en alleen ten gevolge van mededinging werd ingevoerd;

» Overwegende, dat nachtarbeid bijgevolg kan worden afgeschaft zonder op eenige wijze het bakkersbedrijf te schaden;

» Overwegende, dat, wat betreft den arbeid op Zondag, het bakkersbedrijf niet kan worden gerangschikt onder de bedrijven waarvan de producten dadelijk moeten verbruikt worden;

» Overwegende, dat de arbeid op Zondag den bakkersgast volkomen onttrekt aan het familieleven en aan de familievreugden;

» Drukken de bakkersgasten van Brussel en voorsteden, alsmede het talrijk publiek, heden 3 Maart 1912 vereenigd in de *Oude Beurs*, Groote Markt te Brussel, op de openbare meeting met debat, den wensch uit dat de Wetgevende Kamers hun wetsvoorstel betreffende het afschaffen van den arbeid des nachts en op Zondag in de bakkerijen zou aannemen, wetsvoorstel gegrond op de volgende beginselen :

» 1^o Nachtarbeid wordt volkomen afgeschaft in de bakkerijen en in gelijksoortige inrichtingen des lands;

» 2^o De arbeid der bakkers wordt onderbroken van 9 uur 's avonds tot 5 uur 's morgens;

» 3^o Wat betreft het uur van voorbereiding, mogen de daarvoor noodige personen den arbeid een uur vroeger beginnen, dus te 4 uur 's morgens;

» 4^o De arbeid op Zondag is verboden. Echter is het geoorloofd den arbeid tot middernacht voort te zetten op Zaterdag en den avond vóór de feestdagen;

» 5^o Met het oog op de hooge temperatuur die in de werkplaatsen heerscht, wordt de arbeidsdag beperkt tot acht uren;

» 6^o Van de voorschriften betreffende de kubieke hoeveelheid lucht, volgens de wetten op de openbare gezondheid te bepalen, mag volstrekt niet afgeweken worden;

» 7^o Al de bakkerijen en soortgelijke inrichtingen des lands worden onderworpen aan het toezicht der Regeering; deze doet een beroep op de vakmannen die tot de vakverenigingen behooren.

» Het gemengd Comité der bakkersgasten van Brussel en voorsteden,
inrichters van de meeting :

» Voor den Secretaris,

» CLEMENT DE COCK.

De Voorzitter-verslaggever,

TH. JONCKHEERE.

» Den 3^o Maart 1912. »

Na goedkeuring van bovenstaanden tekst, die op treffende wijze doet denken aan de dagorde aangenomen op ons Congres voor Vakverenigingen,

in 1909, hebben wij er ons toe verbonden een wetsvoorstel in te dienen, opgevat in den zin der opmerkingen die werden uiteengezet door de socialistische en christen sprekers en wij hebben het hoofdartikel, — artikel 1, — ontleend aan het wetsvoorstel in Frankrijk ingediend door den heer Godart.

Alhoewel het onderzoek naar den arbeid in de broodbakkerijen, door de Regeering ingesteld, nog niet is afgelopen, durven wij, ons verlatende op ervaren vakmannen, bevestigen dat de toepassing van deze wet geene aanleiding zal geven tot groote moeilijkheden. Ongetwijfeld zal men de uitrusting van sommige groote bakkerijen moeten uitbreiden. Wellicht zal het in de kleine bakkerijen noodig zijn de arbeidsregeling te wijzigen. Doch, op haar Congres van 3 Maart 1912, hebben de groote en kleine socialistische bakkerijen verklaard dat ze bereid zijn eene algemeene wet toe te passen, en wat zij kunnen, kan ook worden gedaan door ondernemingen van denzelfden aard. Zoo ze zijn opgekomen tegen het voorstel des heeren Wauwermans, dan is het niet omdat ze vijandig zijn aan het stelsel van wettelijke regeling, maar wel omdat ze het slachtoffer niet wilden zijn van eene handelwijze gelijkstaande met ave-rechtsche sociale bescherming.

CAM. HUYSMANS.

BIJLAGE II

Wetsvoorstel waarbij het nachtwerk wordt verboden bij het vervaardigen van brood, banketgebak of dergelijke waren met meel toe bereid.

**Aangenomen met 81 tegen 26 stemmen
door de Internationale Arbeidsconferentie te Genua,
op 8 Juni 1925.**

EERSTE ARTIKEL.

Onder voorbehoud der uitzonderingen voorzien bij de huidige Overeenkomst, wordt gedurende den nacht het vervaardigen van brood, banketgebak of dergelijke waren, met meel vervaardigd, verboden.

Dit verbod is toepasselijk op het werk van alle personen, zoowel bazen als arbeiders, die aan bedoelde vervaardiging deelnemen; zij betreft echter niet de huishoudelijke vervaardiging gedaan door de leden van eenzelfde gezin voor hun persoonlijk verbruik.

Deze Overeenkomst geldt niet voor de beschuitbakkerij in 't groot. Elk Lid heeft, na raadpleging van de belanghebbende werkgevers- en arbeidersverenigingen, te bepalen welke produkten onder de benaming « beschuit » worden bedoeld, met het oog op de toepassing dezer Overeenkomst.

ART. 2.

Voor de toepassing der huidige Overeenkomst beteekent het woord « nacht » een tijdsbestek van minstens zeven achtereenvolgende uren. Het begin en het einde van dit tijdsbestek zullen worden vastgesteld door de bevoegde overheden van ieder land, na overleg met de belanghebbende werkgevers- en werknemersverenigingen, en zij zal de tusschenruimte bevatten begrepen tusschen elf uur 's avonds en vijf uur 's morgens; wanneer het klimaat of het seizoen zulks billijken, zal men de tusschenruimte van elf uur 's avonds tot vijf uur 's morgens kunnen vervangen door tien uur 's avonds en vier uur 's morgens.

ART. 3.

Na overleg met de werkgevers- en de werknemersverenigingen zullen

regelingen mogen worden getroffen door de bevoegde overheden van elk land, om te bepalen :

a) De noodzakelijke vaste afwijkingen voor de voorbereidings- en aanvullingswerken, in de mate waarin hun uitvoering noodzakelijk is buiten den normalen arbeidstijd. Aan die verrichtingen zal enkel het stipt noodzakelijke getal arbeiders mogen te werk gesteld worden. De jongelingen beneden achttien jaar zullen er geen deel mogen aan nemen;

b) De vaste afwijkingen noodzakelijk om te beantwoorden aan de bijzondere omstandigheden der bakkerijbedrijven in de tropische landen;

c) De vaste afwijkingen noodzakelijk om de toepassing der bepalingen op de wekelijksche rust te verzekeren;

d) De tijdelijke afwijkingen noodzakelijk om aan de bedrijven toe te laten het hoofd te bieden aan buitengewone toeneming van werk of aan noodwendigheden van nationalen aard.

ART. 4.

Er zal mogen worden afgeweken van de bepalingen van artikel 1 bij voorgekomen of nakend ongeval, of in geval van dringende aan de machines of de werktuigen uit te voeren werken, of in geval van overmacht, maar alleen in de mate van het noodzakelijke, om te vermijden dat een ernstige belemmering aan den normalen gang van het bedrijf worde toegebracht.

ART. 5.

Elk lid dat de huidige Overeenkomst zal bekrachtigen, zal alle nuttige maatregelen treffen om met de meest gepaste middelen, de werkelijk algemeene toepassing te verzekeren van het verbod voorzien bij artikel 1 en daaraan de werkevers en arbeiders en hun respectieve vereenigingen doen meewerken, overeenkomstig de aanbeveling aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie in haar vijfden zittingstijd (1923).

ART. 6.

De bepalingen der huidige Overeenkomst zullen slechts op 1 Januari 1927 van kracht worden.

ART. 7.

De officieele bekrachtigingen van deze Overeenkomst, onder de voorwaarden vastgesteld in Hoofdstuk XIII van het Verdrag van Versailles en in de er mee overeenstemmende deelen van de andere Vredesverdragen, zullen aan den secretaris generaal medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 8.

Deze Overeenkomst zal in werking treden zoodra de bekrachtiging van twee

Leden der Internationale Arbeidsorganisatie door den secretaris generaal zijn geregistreerd.

Zij zal slechts bindend zijn voor de Leden die hun bekrachtiging bij de Secretarie hebben doen registreeren.

ART. 9.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie ter Secretarie geregistreerd zijn, zal de secretaris generaal van den Volkenbond dit feit ter kennis brengen aan al de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie. Hij zal hun ook kennis geven van de registratie der bekrachtigingen die hem in het vervolg door al de andere Leden der Organisatie worden medegedeeld.

ART. 10.

Elk lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot toepassing er van in zijn koloniën, bezittingen of protectoraten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de er mee overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen.

ART. 11.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, kan ze opzeggen na verloop van een periode van tien jaar na dato van de eerste inwerkingtreding van de Overeenkomst, door een akte over te leggen aan den secretaris generaal van den Volkenbond en door hem te registreeren. De opzegging zal eerst voor één jaar na registratie bij de Secretarie van kracht worden.

ART. 12.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau is gehouden minstens eens om de tien jaar bij de Algemeene Conferentie een verslag in te dienen over de toepassing van deze Overeenkomst en zal beslissen of er reden bestaat om op de agenda der Conferentie de kwestie van herziening of wijziging van deze Overeenkomst te plaatsen.

ART. 13.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide van kracht zijn.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi concernant la fabrication, pendant la nuit, du pain, de la pâtisserie et des produits similaires à base de farine.

Wetsvoorstel betreffende het vervaardigen, des nachts, van brood, banketgebak of andere gelijkaardige producten.

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des exceptions prévues ci-après, la fabrication, pendant la nuit, du pain, de la pâtisserie et des produits similaires à base de farine est interdite.

Cette interdiction s'applique au travail de toute personne, patron et ouvrier, participant à la fabrication.

Elle ne concerne pas la fabrication ménagère effectuée par les membres d'un même foyer pour leur consommation personnelle.

ART. 2.

Pour l'application de la présente loi, le terme « nuit » s'entend d'une période de huit heures consécutives, comprises entre 10 heures du soir et 6 heures du matin.

ART. 3.

La durée du travail des ouvriers occupés dans les entreprises visées à l'article premier ne peut, conformément à l'article 8 de la loi du 14 juin 1921, dépasser huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine.

EERSTE ARTIKEL.

Mits voorbehoud van de hierna voorziene uitzonderingen wordt gedurende den nacht het vervaardigen van brood, banketgebak of andere gelijkaardige producten verboden.

Dit verbod is van toepassing op elken persoon, werkgever en werknemer, die aan de vervaardiging deelneemt.

Het geldt niet voor de huishoudelijke vervaardiging bewerkt door de leden van een zelfde gezin voor hun persoonlijk verbruik.

ART. 2.

Voor de toepassing van deze wet, beteekent het woord « nacht » een tijdsverloop van acht achtereenvolgende uren, begrepen tusschen 10 uur 's avonds en 6 uur 's ochtends.

ART. 3.

De arbeidsduur voor de werklieden, gebezigd in de ondernemingen bij het eerste artikel bedoeld, mag, luidens artikel 8 der wet van 14 Juni 1921, niet acht uren per dag en niet acht en veertig uren per week overschrijden.

ART. 4.

Après consultation des organisations patronales et ouvrières, le Roi pourra autoriser les dérogations permanentes nécessitées par l'exécution des travaux préparatoires ou complémentaires, dans la mesure où leur exécution est indispensable en dehors de la période normale du travail, sous les réserves que le nombre d'ouvriers occupés à ces travaux sera limité au strict nécessaire et que les jeunes gens de moins de 18 ans n'y pourront participer.

ART. 5.

Il pourra être dérogé aux dispositions de l'article premier en cas d'accident survenu ou imminent ou en cas de travaux d'urgence, à effectuer aux machines ou à l'outillage, ou encore en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une entrave sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

ART. 6.

La surveillance de l'application de la présente loi sera effectuée et les sanctions appliquées conformément aux articles 18 à 25 inclus de la loi du 14 juin 1921, instituant la journée de travail de 8 heures.

ART. 7.

Les chefs d'entreprise consigneront, au fur et à mesure, dans un registre spécial, les heures supplémentaires ou fractions d'heures supplémentaires pendant lesquelles ils auront fait travailler par application de l'article 5 ci-dessus, ainsi que le nombre des travailleurs qui auront été occupés.

ART. 4.

Na overleg met de werkgevers en werknemersverenigingen kan de Koning machtiging verleenen tot bestendige wegens voorbereidend of aanvullend werk vereischte afwijkingen, in zoover als de uitvoering er van noodzakelijk is buitenden normalen arbeidstijd, onder voorbehoud dat het getal arbeiders, bij dit werk gebezigd tot het strikt noodzakelijke worde beperkt en dat de jonge lieden beneden 18 jaar daaraan geen deel mogen nemen.

ART. 5.

Van de bepalingen van artikel 1 kan worden afgeweken bij voorgekomen of nakend ongeval, of in geval van dringende aan de machines of werktuigen uit te voeren werken, of nog in geval van overmacht, doch enkel in de noodzakelijke mate om te vermijden dat het bedrijf in zijn normalen gang ernstig worde belemmerd.

ART. 6.

Het toezicht over de toepassing dezer wet wordt gedaan en de bekrachtigingen toegepast luidens de artikelen 18 tot en met 25 der wet van 14 Juni 1921, waarbij de achturendag wordt ingevoerd.

ART. 7.

De bedrijfshoofden vermelden in een bijzonder register, naar gelang ze voorkomen, de overuren of gedeelten van overuren, tijdens de welke zij hebben doen arbeiden bij toepassing van bovenstaand artikel 5, alsmede het getal te werk gestelde arbeiders.

ART. 8.

L'avant-dernier alinéa de l'article 8 de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de travail de huit heures et la semaine de quarante-huit heures est abrogé.

ART. 8.

Het vóórlaatste lid van artikel 8 der wet van 14 juin 1921, waarbij de achturendag en de achtenveertiguren-week worden ingevoerd, wordt ingetrokken.

UYTROEVER.

MAX HALLET.

J. VERLINDEN.
